



**FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)
RAPPORT DESCRIPTIF FINAL DU PROGRAMME¹
PERIODE DU RAPPORT: DU FEVRIER 2010 AU AOUT 2012**

<p>Titre du Programme et Référence du Projet</p> <ul style="list-style-type: none">• Titre du Programme: Réforme du Secteur de la Sécurité en Union des Comores• Réf. du Programme : PBF/COM/B-1• Numéro de Référence du Projet/Bureau MPTF: 00073336	<p>Pays, Localité(s), Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques²</p> <p><i>Pays/Localité</i> : Union des Comores/Grande Comore, Anjouan et Mohéli</p> <p><i>Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques</i></p> <p>Domaine prioritaire 1: Sécurité & Stabilité/ Renforcement des structures de commandement et de et de contrôle, réhabilitation des infrastructures, équipement d'une force de police nouvellement organisée, formation en droits de l'homme, soutien en matière d'infrastructure et de logistique aux initiatives nationales pour patrouiller et sécuriser les frontières maritimes.</p>
<p>Organisation(s) Participante(s)</p> <ul style="list-style-type: none">• Organisations qui ont reçu du financement direct du Bureau MPTF dans le cadre du Programme <p>PNUD</p>	<p>Partenaires de mise en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none">• Partenaires nationaux (Gouvernements, secteur privé, ONGs et autres) et autres organisations internationales. <p>Cabinet du président de l'Union chargé de la Défense, Armée Nationale de Développement (AND) et Cabinet militaire.</p>
<p>Budget du Programme/Projet (US\$)</p> <p>Budget total approuvé tels que reflété sur le document du projet: 2, 300,000 USD</p> <p>Contribution du Fonds : 1, 900,000 USD</p> <p>Contribution PNUD : 200, 000 USD</p> <p>Contribution gouvernement : 200,000 USD</p> <p>TOTAL: 2, 300,000 USD</p>	<p>Durée du Programme (mois)</p> <p>Date de clôture originale³ : 15 février 2012</p> <p>Date de clôture actuelle⁴ : 31 aout 2012</p> <p>Date prévue de clôture financière⁵: 31 aout 2013</p> <p>Date de clôture originale⁶ : 15 février 2012</p> <p>Est-ce que les agences ont fermé opérationnellement le programme sur leur système ? Non <input checked="" type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/></p>
<p>Évaluation du Programme</p> <p>Évaluation Complétée</p> <p>Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Date: 08/11/2011</p> <p>Rapport d'Évaluation – Attaché</p> <p>Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/></p>	<p>Soumis par:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Nom: Youssef Mbechezi○ Titre: Assistant au Représentant Résident○ Organisation Participante ("Lead Agency"): PNUD○ Adresse e-mail: youssef.mbechezi@undp.org

FORMAT DU RAPPORT DESCRIPTIF FINAL

RÉSUMÉ

L'action du projet « Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) en Union des Comores » a porté sur la restructuration du secteur de sécurité afin de consolider la paix, renforcer sa gouvernance démocratique, contribuer à une réduction du nombre de violations des droits de l'homme, en particulier de la femme, et va asseoir les fondements de l'Etat de droit et de la sécurité civile, ceci afin d'assurer une stabilité à long terme des Comores.

Le programme a permis (i) l'élaboration de la politique de sécurité; (ii) la Réhabilitation des casernes de Kandani à la Grande Comore, de la Gendarmerie de Hombo à Mutsamudu/Anjouan et de la FCD Mohéli ; (iii) la réhabilitation des armureries à Anjouan et à Mohéli et la réhabilitation du service de Santé Militaire à Moroni ; (iv) l'accroissement de l'esprit républicain, à travers la formation de 153 officiers et sous-officiers de l'armée et de la gendarmerie ; (v) la réhabilitation des infrastructures et modernisation des infrastructures de l'ENFAG ; (vi) l'élaboration et l'adoption de modules et plans de formation sur l'éthique militaire, les droits humains et la consolidation de la paix ; (vii) la mise en place d'une base de données à la DNDPE sur l'information relative à la sécurité du pays et la Création de l'USFSC par Décret présidentiel et la construction du Quartier Général de l'unité de Surveillance des frontières et de la sécurité civile.

Par ailleurs, il convient de souligner que l'acquisition des compétences et des moyens adéquats a renforcé l'esprit républicain qui doit animer les forces de sécurité et participera aux efforts de stabilisation des institutions et de la promotion de la cohésion maximale.

I. Objectifs

Le projet « Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) en Union des Comores » a comme objectif, de doter le Gouvernement comorien d'une politique nationale de sécurité, ainsi que de forces de sécurité modernisées capables d'assurer la sécurité de ses citoyens. Les objectifs spécifiques sont : 1) l'élaboration et la mise en œuvre d'une vision et d'une politique de sécurité orientées vers l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables et de sensibiliser les forces de sécurité à l'éthique professionnelle ; 2) la revitalisation de la plateforme de formation de l'Ecole Nationale des Forces Armées et de la Gendarmerie ; 3) la réhabilitation des camps et infrastructures militaires dont l'état de vétusté génère de sérieux problèmes de sécurité pour la population ; 4) le renforcement des capacités techniques et opérationnelles du service de documentation et d'information de l'Etat et 5) la création d'un service de surveillance des mers.

Les principaux résultats attendus du programme sont :

- La Gouvernance de la sécurité est renforcée ;
- La prolifération des armes à feu prévenue et contrôlée par la sécurisation des infrastructures militaires et les dépôts d'armes ;
- La formation du personnel des forces de sécurité renforcée ;
- L'organisation et l'analyse de l'information relative à la sécurité améliorée au sein de la Direction Nationale de la Documentation et de la Protection de l'État (DNDPE) ;
- Une Unité de Surveillance des frontières et de la sécurité civile (USFSC) créée

Le plan prioritaire, a souligné l'existence d'une grande méfiance de la population envers le secteur sécuritaire, d'une part, et un manque de vision, de formation appropriée et des infrastructures et moyens adéquats dans ce secteur d'autre part. Les différentes consultations menées lors de l'élaboration du programme, ont démontré en outre que la faiblesse et la fragilité avérées du système sécuritaire aux

Comores dans son ensemble exigent une attention toute particulière et urgente par le programme FCP. A défaut d'un appui conséquent, les forces de sécurité ne seraient à même d'assurer correctement celle des citoyens, y compris dans le sens du respect de l'état de droit, ni sauvegarder de manière efficace et adéquate, par manque de moyens matériels, les frontières maritimes du pays et le protéger des éléments déstabilisateurs venant de l'extérieur.

II. Évaluation des résultats du Programme

i) Rapport descriptif des résultats:

- Effets réalisés (outcomes):

Elaboration de la politique nationale de sécurité d'une façon participative : les consultations des acteurs et services jouant un rôle dans la sécurité du pays, en Grande Comore, Anjouan et Mohéli impliqués dans l'élaboration de la politique ont eu le mérite de présenter le projet et de sensibiliser les différents acteurs (AND, Police Nationale, Gouverneur, Préfets, Maires, Procureurs de la République, juges, OSC, douanes, COSEP/Protection civile, etc.) à la nécessité d'élaborer une politique nationale de sécurité. Par ailleurs, elles ont pu faire ressortir la problématique, les défis à une harmonisation des missions des différents services impliqués dans la sécurité. Un draft de la politique est disponible il reste sa finalisation et son adoption. En effet, l'absence de cadre d'orientation politique, stratégique et programmatique a rendu difficile l'élaboration de la politique.

En outre, l'intégration du mécanisme de contrôle démocratique dans les orientations prioritaires de la Réforme du Secteur de la Sécurité est devenue effective, à travers l'implication notamment de la commission défense & sécurité dans le processus de réforme et d'adoption du budget, ainsi que la prise de conscience des OSC et des médias sur leur rôle dans un tel processus. Par ailleurs, suite à la série d'ateliers de formation sur les droits humains et la consolidation de la paix, des panels de débat ont été amorcés à la fin de chaque atelier à l'issue desquels la question du contrôle démocratique a été suffisamment abordée. Ce qui a conduit toutes les parties prenantes à considérer cette thématique parmi les orientations primordiales de la Politique Nationale de Sécurité d'une part et d'autre part les autorités politiques d'intégrer sensiblement le contrôle démocratique dans la gouvernance sécuritaire.

Sécurisation des infrastructures militaires et les dépôts d'armes : Seuls les murs d'enceinte de 3 casernes seront réhabilités (Etat-major Kandani en Grande Comore, la Gendarmerie de Hombo à Mutsamudu/Anjouan et Caserne de la FCD Mohéli) ; une armurerie est construite dans la caserne de Ongoni à Anjouan. Compte tenu de l'enveloppe disponible, un arbitrage budgétaire s'est imposé. C'est ainsi que la partie nationale, à travers le comité de pilotage du projet, a opté pour ces priorités.

Renforcement des compétences techniques et de l'esprit républicain des forces de sécurité :

Les formations organisées à l'endroit des officiers de la FCD et de la gendarmerie ont permis de se rappeler certaines notions de base fondamentale à la profession de militaire et ainsi rehausser l'esprit républicain. Suite à cela, il a été relevé un accroissement significatif de l'esprit républicain des éléments de l'AND (FCD et Gendarmerie) et une prise en compte effective du contrôle démocratique parmi les orientations primordiales non seulement de la Politique Nationale de Sécurité mais aussi de l'action des autorités politiques et militaires dans la gouvernance sécuritaire.

De même, la réconciliation entre certaines familles des soldats de l'AND et certains éléments de l'AND et des ex-FGA se consolide significativement.



Photo de famille avec les apprenants et: Au centre Col Abdallah Gamil, Chef d'état-major et Youssouf M'béchézi Assistant au Représentant Résident, entourés des formateurs - à droite : Judith Suminwa, Spécialiste de Programme en RSSJ, Cmdt Zarouk, à gauche : Ahmed Mohamed Allaoui Expert National en RSSJ, LtCl Inzoudine, Cmdt Dossar.



Séance d'exercice pratique sur la conduite éthique des droits de l'homme en matière de maintien de l'ordre et de détention.

Atelier de formation des agents de la FCD et de la Gendarmerie à Anjouan du 9 au 14 Juillet 2011

La réhabilitation de l'Ecole Nationale des Forces Armées et de la Gendarmerie (ENFAG) a permis ainsi, l'AND de disposer d'une école adaptée aux défis de l'heure, et à même de doter les militaires et gendarmes comoriens d'une formation adéquate, notamment en matière de défense, de sécurité des institutions républicaines, des personnes et de leurs biens, et en matière de lutte contre toute forme de délinquance et de criminalité.

Elle parviendra ainsi, à assurer des formations dans des meilleures conditions au bénéfice des 600 nouvelles recrues. Grâce aux effets catalytiques, l'apport du RSS à l'ENFAG vient renforcer l'appui fourni par les américains qui ont mis en place un laboratoire de langues et la coopération chinoise qui a installé des baraquements en préfabriqués qui permettront à terme d'augmenter la capacité de l'Ecole, et ont formé plus de 20 hommes pour la marine comorienne.



L'armée effectue une démonstration de défilé devant les nouveaux bâtiments de l'ENFAG (salles de classes et dortoirs à l'étage).



De droite à gauche, le Chef d'état-major, le Chef de l'Etat, le Directeur de Cabinet en charge de la défense et le Représentant Résident a.i.

Cérémonie inaugurale de l'ENFAG

Création d'une unité de Surveillance des frontières et de la sécurité civile : Cette unité permet aux forces de sécurité de patrouiller les frontières maritimes, apporter des secours en mer et sur terre, secourir les pêcheurs et empêcher des trafics illicites, des mouvements non contrôlés de personnes, représentant ainsi une menace pour la sécurité globale de la population.

- **Produits/ Résultats**

Résultat 1 : La gouvernance de la sécurité est renforcée

Activité 1.1. Mise en place de la Commission nationale pour l'élaboration de la politique nationale de sécurité

Suite à de multiples rencontres avec la partie nationale et au plaidoyer mené auprès des autorités politiques et militaires, ainsi que l'appui technique apporté par le projet RSS, le Président de l'Union a signé le 29 mai 2012 le décret N° 12-129/PR, portant création d'une Commission nationale pour l'élaboration de la politique nationale de sécurité. La commission est, constituée d'une commission d'orientation stratégique chargée d'assurer l'orientation politique et stratégique pour l'élaboration de la politique nationale de sécurité et d'une commission technique chargée de collecter les informations et les données relatives au secteur de la sécurité d'une part, et d'autre part, d'élaborer la politique nationale de la sécurité.

La mise en place de cette commission a permis de démarrer les travaux relatifs à l'élaboration la politique nationale de sécurité.

Activité 1.2. Elaboration d'une politique nationale de sécurité.

Le processus d'élaboration de cette politique nationale de sécurité a démarré en janvier 2011, avec la consultation des acteurs et services jouant un rôle dans la sécurité du pays, en Grande Comore, Anjouan et Mohéli. Ces consultations ont eu le mérite de présenter le projet et de sensibiliser les différents acteurs (AND, Police Nationale, Gouverneur, Préfets, Maires, Procureurs de la République, juges, OSC, douanes, COSEP/Protection civile, etc.) à la nécessité d'élaborer une politique nationale de sécurité. Par ailleurs, elles

ont pu faire ressortir la problématique, les défis à une harmonisation des missions des différents services impliqués dans la sécurité. Ceci a été une première étape du processus.

De même, dans le cadre de la coopération Sud/sud, le PNUD a sollicité l'appui de l'UNREC dans les démarches de l'élaboration de cette politique. La mission d'appui de l'UNREC a permis d'établir un état des lieux de la situation de sécurité et des institutions y afférentes en Union des Comores, et d'élaborer les directives pour l'élaboration de la Politique Nationale de Sécurité et du Plan de développement Stratégique de la Police nationale. Ces documents ont permis d'alimenter les débats lors des ateliers tenus en août 2012 pour l'élaboration de la Politique Nationale de Sécurité.

Ainsi, après la mise en place de la commission, l'atelier de réflexion sur la politique nationale de sécurité s'est tenu au Palais du Peuple, durant une semaine, débouchant sur la production du premier draft de cette politique, Draft qui a été remis au Président de la République et qui devra être validé par la commission d'orientation stratégique. Ensuite ce document devra être adopté par le parlement et validé par le Président.

Résultat attendu 2 : La prolifération des armes à feu est prévenue et contrôlée par la sécurisation des infrastructures militaires et les dépôts d'armes.

Activité 2.1 : Réhabiliter et mettre aux normes tous les dépôts d'armes du pays (Sangani, Hombo, Ongoni ; Kandani, Gendarmerie Moroni, et Mdé, GSHP Moroni ; Bonovo, FCD Fomboni)

Activité 2.2 : Sécuriser les périmètres des camps militaires de Kandani, gendarmerie d'Anjouan et FCD de Fomboni

Une contre-expertise des évaluations quantitatives a été effectuée dans les casernes de 3 îles avec l'appui du Bureau du PNUD Burundi. Les évaluations quantitatives effectuées dans les différentes casernes de la Grande Comore, d'Anjouan et de Mohéli pour la sécurisation des camps et la réhabilitation des armureries ont été refaites. Compte tenu de l'enveloppe disponible, un arbitrage budgétaire s'est imposé. La partie nationale, à travers le comité de pilotage du projet, a opté pour les priorités suivantes :

Seuls les murs d'enceinte de 3 casernes seront réhabilités (Etat-major Kandani en Grande Comore, la Gendarmerie de Hombo à Mutsamudu/Anjouan et Caserne de la FCD Mohéli) ; une armurerie sera construite dans la caserne de Ongoni à Anjouan.

Les travaux susvisés sont réalisés à travers un mécanisme de régie avec l'AND suite à une lettre d'entente signée entre le PNUD et le Directeur de Cabinet du Président, en charge de la Défense.

A cet effet, une équipe de génie militaire est mise en place et les travaux sont en cours. La livraison du matériel relatif à la construction de la clôture de Kandani. Les travaux de construction de l'enceinte de l'Etat-major de Kandani, ont, ainsi, bien avancé. La construction et la réhabilitation des armureries et clôtures des casernes de la FCD et de la gendarmerie à Anjouan et à Mohéli, sont réalisés.

Activité 2.3 : Réhabiliter les infrastructures du service de santé militaire – SSM.

Le chantier du Service de Santé de Militaire est achevé et son inauguration a eu lieu le 5 avril dernier. Le bâtiment est dès lors opérationnel au service des hommes du rang, de leurs familles et de la population en général. L'équipement (lits, matelas, matériel médical) a été fourni par l'AND. Le SSM est en discussion avec le Qatar pour un appui en matériel complémentaire.

Activité 2.4 : Fournir des équipements à l'usage du personnel militaire et de l'administration.

En termes de soutien logistique, après l'adoption du Plan de travail Annuel par le comité de pilotage en avril 2010, un plan de réquisition a été établi et a permis aujourd'hui l'achat et la livraison de :

- Equipement informatique (25 ordinateurs, 2 ordinateurs portables, 6 Photocopieuses, 25 onduleurs, 8 imprimantes, 7 cartouches d'encre remis à la DNDPE, l'ENFAG, la FCD, la Gendarmerie et l'Etat-major) + (1 ordinateur, 2 ordinateurs portables, 1 Photocopieuse, 1 onduleur, 1 imprimante, 2 cartouches d'encre imprimante, 2 cartouches d'encre photocopieuse pour l'équipe du projet)
- Matériel roulant (2 véhicules + 5 motos) livrés à la DNDPE et un mini bus livré à l'ENFAG.
- Matériel de fabrication des lits et table bancs livré à l'ENFAG (200 lits superposés confectionnés opérationnels, 400 tables bancs disponibles)
- De tissu (7 000 m) pour la confection des uniformes (1 200 tenues disponibles)
- de 200 matelas livrés à l'ENFAG
- des mobiliers (16 chaises visiteurs, 6 chaises secrétariat, 10 tables, 5 chaises directions, 6 Armoires métalliques, 2 Armoires en bois) livrés à la DNDPE et une partie pour l'équipe du projet.

Résultat attendu 3 : Les compétences techniques et l'esprit républicain des forces de sécurité sont renforcés pour la consolidation de la paix

Activité 3.1 : Evaluation des besoins en formations dans les secteurs de la sécurité et de la justice, et élaboration du plan de formation pour assurer la sécurité nationale :

Suite à différentes rencontres avec la partie nationale, les modules et plans de formation sur l'éthique militaire, les droits humains et la consolidation de la paix ont été élaborés et adoptés.

Activité 3.2 : Elaborer et mettre en œuvre des formations spécifiques pour 800 effectifs de la Force Comorienne de Défense et de la Gendarmerie

Une série d'ateliers de formation a été organisée dans l'ensemble de 3 îles. A Anjouan du 9 au 14 Juillet 2011, à Mohéli du 4 au 7 octobre 2011 et à Moroni, du 11 au 14 octobre 2011. Lesquelles formations, ont, non seulement, permis 153 officiers de la FCD et la gendarmerie de se rappeler certaines notions de base fondamentale à la profession de militaire et ainsi rehausser l'esprit républicain. Par ailleurs, ces ateliers ont permis de former des formateurs qui devraient être à même de dispenser ces modules dans leur formation respective.

Suite à cela, il a été relevé un accroissement significatif de l'esprit républicain des éléments de l'AND (FCD et Gendarmerie) (cf. articles de presse) et une prise en compte effective du contrôle démocratique parmi les orientations primordiales non seulement de la Politique Nationale de Sécurité mais aussi de l'action des autorités politiques et militaires dans la gouvernance sécuritaire.

De même, la réconciliation entre certaines familles des soldats de l'AND et certains éléments de l'AND et des ex-FGA se consolide significativement.

Activité 3.4 : Réhabiliter les infrastructures de l'ENFAG et moderniser son équipement

Les travaux de réhabilitation de l'Ecole Nationale des Forces Armées et de la Gendarmerie (ENFAG) étant achevés, l'inauguration a eu lieu le 29 juin 2012.

Les lits et les tables bancs ont été fabriqués dans les ateliers de l'AND, le projet RSS a également fourni les matelas, ainsi que du matériel informatique et un mini bus pour le fonctionnement de l'école.

Ainsi, l'AND dispose désormais d'une école adaptée aux défis de l'heure, et à même de doter les militaires et gendarmes comoriens d'une formation adéquate, notamment en matière de défense, de sécurité des institutions républicaines, des personnes et de leurs biens, et en matière de lutte contre toute forme de délinquance et de criminalité.

Elle parviendra ainsi, à assurer des formations dans des meilleures conditions au bénéfice des **600** nouvelles recrues.

Grâce aux effets catalytiques, l'apport du FCP à l'ENFAG vient renforcer l'appui fourni par les américains qui ont mis en place un laboratoire de langues. Les Coopérations chinoise a aussi installés des baraquements en préfabriqués qui permettront à terme d'augmenter la capacité de l'Ecole, et ont formé plus de 20 hommes pour la marine comorienne (voir aussi résultat 5 p. 7 et Leçons apprises p. 8). Il est à noter que le Gouvernement Comorien a appuyé une réhabilitation des bâtiments administratifs.

Par ailleurs, suite à une visite officielle, effectuée à Moroni, en mai 2012, du directeur de l'EASBRIG – Brigade en Attente de l'Afrique Orientale, basée à Nairobi, il est envisagé, dans le cadre de l'intégration régionale des forces de l'Océan Indien, de faire de l'ENFAG un centre de formation régional.

Résultat 4 : L'organisation et l'analyse de l'information relative à la sécurité est améliorée au sein de la DNDPE

Activité 4.1 : Appuyer la compilation, l'analyse et l'organisation de l'information relative à la sécurité du pays :

Des réseaux de communications sont installés, un logiciel de traitement de l'information et une base de données sont mis en place et opérationnels. Un atelier de formation au bénéfice de 20 agents des unités spécialisées pour le traitement de l'information a été organisé à cet effet en octobre 2010.

Activité 4.2 : Former 20 agents de la DNDPE en matière de gestion de l'information de sécurité, et d'archivage :

Un atelier de formation au bénéfice de 20 agents de la DNDPE sur la collecte et le traitement de l'information a été effectué en mars 2012. Ce qui a permis à ces agents de renforcer leurs capacités dans ces domaines.

Activité 4.3 : Réhabiliter les infrastructures de la DNDPE aux fins de sécurisation des archives :

Une révision du DAO relatif à la réhabilitation du Cabinet militaire a été effectuée par le Bureau d'études BETEC. Le chantier est achevé.

Résultat 5 : Une Unité de surveillance des frontières chargée de la sécurité civile (USFSC) est créée (Unité des garde-côtes).

Activité 5.2 : Réhabiliter l'infrastructure et les équipements destinés aux opérations de l'USFSC Création de l'USFSC par Décret en Septembre 2010.

La pose de la première pierre a lieu le jeudi 28 juin 2012 ; mise en place d'un mécanisme de régie pour la construction du Quartier Général de l'Unité Maritime, les travaux sont achevés et l'inauguration officielle aura lieu dans quelques jours.

Unité l'Unité Maritime a été dotée en matériel informatique et mobiliers de bureaux par le projet RSS.

Activité 5.3 : Fournir à l'USFSC de l'Equipement de Communication et de Secours

Du matériel de communication a été remis à l'Unité Maritime à savoir 12 radios VHF et 12 antennes relais.

Par ailleurs, dans le cadre des effets catalytiques, il faut noter que l'USFSC a bénéficié de l'appui en termes de formation de la France des Etats Unies et de la Chine. Par ailleurs, les Etats Unies a remis à cette unité un bateau patrouilleur et la Chine, outre la formation des équipes intégrées dans l'USFSC, a fourni du matériel nautique, un bateau, du matériel de sauvetage, ainsi qu'une unité mobilité de réparation et de maintenance.

- **Évaluation qualitative:**

Les activités réalisées dans le cadre du projet RSS ont contribué à la visibilité du projet en ce sens que les autorités politiques, militaires, policières et judiciaires, les préfets, les maires, les organisations de la société civile et la presse se sont davantage impliqués dans la mise en œuvre du projet et participent activement dans le processus de l'élaboration de la Politique Nationale de Sécurité.

La stratégie adoptée, dans le cadre de la synergie des partenariats et des effets catalytique a permis de couvrir une partie du gap de financements, grâce à la contribution des autres partenaires au développement tels que la France : reprise de la coopération militaire axée essentiellement sur la formation, notamment pour l'USFSC et un appui à la lutte contre l'immigration clandestine au niveau de la police) ; les USA (Appui à l'AND, en particulier à l'USFSC, Unité de Surveillance des Frontières et de la Sécurité Civile, avec la remise d'un bateau patrouilleur) ; la Chine (Appui à l'USFSC pour la formation de son personnel et la remise de matériel nautique, de l'AND avec la remise d'un bateau, d'une unité mobile de réparations et de maintenance pour les bateaux et de matériel de sauvetage ; le Maroc (Formation d'éléments de la FCD,; le Soudan et la Libye (Formation d'éléments de la FCD et de la police), la Turquie : fourniture de 2 canots, etc. Des discussions sont en cours avec le Qatar pour un appui en matériel médial pour le SSM, ainsi qu'avec l'Afrique du Sud pour un appui matériel et technique pour la mise en œuvre de la politique nationale de sécurité.

ii) Évaluation axé sur les Indicateurs de Performance

Effets réalisés 1 ⁷ Indicateur: Indicateur de référence: Indicateur cible:	Indicateurs <u>atteints</u> (Cumule sur la période de financement)	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification
<p>Résultats / Produit 1.1 La gouvernance de la sécurité est renforcée</p> <p>Indicateur cible: Une vision, une politique et une stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité et des justices adoptées.</p>	<p>-La Commission Nationale de Réforme de la Sécurité et de la Justice créée par décret et mise en place par les autorités concernées</p> <p>-Un diagnostic du secteur de la sécurité et la justice est élaboré contenant l'identification des problèmes de sécurité affectant l'État et la population ainsi qu'une évaluation sur la situation des institutions du secteur</p> <p>-Draft de la politique nationale</p>	<p>Compte tenu de l'environnement politique en Union des Comores, il n'était pas aisé d'aboutir à l'émergence d'une conscience nationale sur les enjeux inhérents à la réforme sécuritaire et la consolidation des acquis du processus de réconciliation nationale. Par ailleurs, le contexte politique sensible suite, notamment à la destitution du Chef d'Etat-major de l'époque (2010), au dernier processus électoral, et au changement au sein du Gouvernement ont retardé la mise en place de la commission et le démarrage des travaux d'élaboration. Cependant, les plaidoyers ainsi que l'implication des autorités dans la réalisation des activités du projet en termes, notamment, de formation et réhabilitation/construction, ont permis aux autorités de bien comprendre les enjeux pour la mise à disposition de l'Union des Comores d'une telle politique.</p>	<p>-Journal officiel</p> <p>-Rapport annuel du cabinet du président chargé de la Défense</p>
<p>Résultats / Produit 1.2 La prolifération des armes à feu est prévenue et contrôlée par la sécurisation des infrastructures militaires et les dépôts d'armes</p> <p>Indicateur cible: Tous les dépôts d'armes et les périmètres 4 camps militaires sont sécurisés</p>	<p>-50% des camps militaires du pays réhabilités</p> <p>- Service de santé militaire Réhabilité et équipé</p> <p>-Equipements informatiques, roulants et mobiliers acquis et transférés à la partie nationale</p>	<p>Compte tenu de la disponibilité des fonds suffisants, le comité de pilotage avait revu le niveau des réalisations à effectuer dont les indicateurs initiaux étaient: Tous les dépôts d'armes et les périmètres 4 camps militaires sont sécurisés ; 7 dépôts d'armes sécurisés, dont 3 prioritaires en conditions de recevoir les armes issues du processus DDR</p>	<p>Rapport annuel de l'AND</p>

⁷ Note: Les effets, résultats, les produits, les indicateurs et les cibles devront être présentés **tels qu'ils apparaissent sur le document du projet/Plan Prioritaire ou PMP** de sorte que vous rendrez compte de vos accomplissements cumulés par rapport aux objectifs prévus. Veuillez ajouter des lignes si nécessaires pour les résultats 2, 3, etc.

<p>Résultats / Produit 1.3 Les compétences techniques et l'esprit républicain des forces de sécurité sont renforcés pour la consolidation de la paix Indicateur cible: 800 effectifs des forces de sécurité formés -40 cadres supérieurs des forces de sécurité formés</p>	<p>-30% des effectifs de la Force Comorienne de Défense et de la Gendarmerie formés. -100% des salles et dortoirs de l'ENFAG sont réhabilités et équipés -600 nouvelles recrues formés</p>	<p>Difficile de réunir l'ensemble des effectifs en plusieurs ateliers au niveau de chaque île, pour des raisons budgétaires. Temps pris pour la réhabilitation des salles de classes et construction dortoirs à l'ENFAG. Il convient de souligner que le projet a organisé une formation des formateurs afin de dupliquer la formation au sein des entités.</p>	<p>Rapports des autorités militaires</p>
<p>Résultats / Produit 1.4 L'organisation et l'analyse de l'information relative à la sécurité est améliorée au sein de la DNDPE Indicateur cible: Adoption d'un protocole d'analyse d'information de sécurité (manuel d'opérations)</p>	<p>-Base de données disponible -97,5% d'agents de la DNDPE formés en matière de gestion de l'information de sécurité, et d'archivage -50% des infrastructures de la DNDPE pour la sécurisation des archives réhabilitées</p>	<p>Insuffisance des fonds nécessaires</p>	<p>Rapports des autorités militaires</p>
<p>Résultats / Produit 1.5 Une Unité de surveillance des frontières chargée de la sécurité civile (USFSC) est créée. Indicateur cible:- La USFSC créée et opérationnelle -Instruments légaux régissant la mission et organisation de l'USFSC adoptés</p>	<p>-100% des infrastructures et les équipements destinés à l'USFSC construits et acquis -Décret présidentiel portant création de l'USFSC</p>		<p>Rapports des autorités militaires</p>

ii) Évaluation, Meilleures Pratiques et Leçons apprises

Compte tenu de l'enveloppe budgétaire octroyée au projet RSS, il a fallu revoir les résultats à atteindre et établir des priorités sur les activités à réaliser. Cela a été fait à travers les décisions prises au sein du Comité de pilotage du projet. Cependant, la stratégie adoptée, dans le cadre des effets catalytique a permis de couvrir une partie du gap de financements, grâce à la contribution des autres partenaires au développement tels que la France, la Chine, Les Etats Unis, la Lybie, le Soudan, la Turquie et à une bonne coordination des actions des partenaires au niveau de l'AND, avec l'appui de l'équipe du projet. Par ailleurs les travaux en régie pour certaines structures, ont permis de diminuer les coûts.

Ainsi, on peut noter la réalisation de la quasi-totalité des activités ; ce qui permet d'affirmer que l'objectif global est atteint. Cependant, il restera à consolider les réalisations actuelles par la mise en œuvre de la politique nationale de sécurité, et par la réhabilitation des structures qui n'ont pas pu l'être à travers le projet RSS.

L'évaluation du projet qui a eu lieu en novembre 2011 a pu constater certains bons exemples dans la mise en œuvre du projet, tel que, tels que :

- L'établissement d'un partenariat franc avec la partie nationale ;
- La synergie d'action avec les autres projets notamment les projets RSS, APROJEC, DDR, cohésion sociale ;
- L'adoption d'une démarche participative et inclusive.

Parmi les réalisations, on peut citer :

- L'acquisition du matériel roulant et informatique ;
- La formation des formateurs ;
- La formation de 153 officiers, sous-officiers et homme de rang des Force Comoriennes de Défense et de la Gendarmerie, à la construction de l'Ecole Nationale des Forces Armées et de Gendarmerie (ENFAG) et du Service de Santé Militaire ;
- La construction de Salles de classes et d'un dortoir pour l'Ecole Nationale des Forces Armées et de la Gendarmerie ;
- La réhabilitation du Service de Santé Militaire ;
- La réhabilitation de la clôture du Camp de Hombo à Anjouan (gendarmerie), du Camp de Kandani (Etat-Major de l'AND), du Camp de la FCD à Mohéli ;
- La construction d'une armurerie à Ongoni à Anjouan ;
- La construction du Quartier Général de l'USFSC ;
- L'appui à la DNDPE à travers les formations, la mise en place d'une base de données, la réhabilitation d'une salle d'archives ;
- Les différentes consultations effectuées auprès des institutions et corps opérant dans le domaine de la sécurité ;
- L'élaboration de Directives pour l'élaboration de la politique Nationale de Sécurité (Appui de l'UNREC) ; la tenue de l'atelier national sur de la Politique Nationale de Sécurité ainsi que les reportages médiatiques
- L'élaboration de la Politique Nationale de Sécurité.

iii) Une illustration narrative spécifique

Dynamique de conflits adressés: Veuillez décrire le problème spécifique ou défi à confronter par le sujet de votre exemple.

Le pays est confronté à une grande méfiance de la population envers le secteur sécuritaire, d'une part, et le manque de vision, de formation appropriée et des infrastructures et moyens adéquats dans ce secteur d'autre part. A défaut d'un appui conséquent, les forces de sécurité ne seraient à même d'assurer correctement celle des citoyens, y compris dans le sens du respect de l'état de droit, ni sauvegarder de manière efficace et adéquate, par manque de moyens matériels, les frontières maritimes du pays et le protéger des éléments déstabilisateurs venant de l'extérieur.

Interventions du projet: Comment le problème ou défis a-t-il été adressé à travers les interventions du programme ? Quel fut le changement attendu ? (soyez aussi précis que possible)

La contribution de ce projet s'est fait à travers : (1) le renforcement des capacités institutionnelles et infrastructurelles des forces de sécurité; (2) l'implication effective de la partie nationale dans la mise en œuvre des activités du projet, l'engagement, avec notamment, l'apport du gouvernement en ressources financières et humaines, dans le cadre des formations, consultations et réflexions réalisées ; (3) le produit des consultations effectuées en vue de l'élaboration d'un plan de sécurité/Politique Nationale de Sécurité.

LISTE DES ABREVIATIONS

AND	Armée Nationale de Développement
APROJEC	Appui à la Pérennisation de la Paix par la Promotion de l'Emploi des Jeunes et Femmes aux Comores
COSEP	Centre des Opérations de Secours et de la Protection Civile
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
DNDPE	Direction Nationale de la Documentation et de la Protection de l'État
ENFAG	Ecole Nationale des Forces Armées et de la Gendarmerie
FCD	Force Comorienne de Défense
OSC	Organisation de la Société Civile
RSS	Réforme du Secteur de la Sécurité
SSM	Service de Santé de Militaire
UNREC	Centre Régional des Nations Unies pour la Paix et le Désarmement en Afrique
USFSC	Unité de Surveillance des frontières et de la sécurité